

Éditorial

L'année 2012 restera dans les annales de Culture et Promotion pour être celle qui aura vu l'association se retrouver sans salarié après les ruptures conventionnelles des contrats de travail d'Hélène Duclos et Isabelle Éon, responsables de projet.

Culture et Promotion se recentre dorénavant sur deux missions principales :

- 1) Le soutien au développement des associations du réseau par la facilitation des partenariats.
- 2) La contribution à sensibiliser et/ou à former les responsables bénévoles et salariés du réseau sur des thèmes spécifiques, par le partage des expériences, les échanges, la conduite d'une réflexion collective.

Pour mettre en œuvre la première orientation, une première action va consister à réaliser et diffuser une liste des thématiques sur lesquelles les associations du réseau disposent d'une expérience, voire d'une expertise, et/ou auxquelles elles portent l'intérêt. Un autre objectif vise à communiquer sur les initiatives de chacune des associations du réseau. L'objectif sera atteint quand on verra des associations du réseau se contacter directement pour échanger sur des actions conduites. Cette lettre électronique et le site Internet de Culture et Promotion seront les outils-support. L'association sollicite un agrément pour accueillir un volontaire dans le cadre du service civique afin de disposer des moyens humains.

La mise en œuvre de la seconde orientation va s'articuler autour des *Cahiers pour notre temps*. Chaque parution donnera lieu à une rencontre nationale de présentation, d'appropriation, d'échanges, avec un temps de réflexion sur les prolongements possibles. Concrètement, le n° 3 paraîtra fin juin-début septembre et portera sur la solidarité internationale. La rencontre du réseau sur le thème est programmée les jeudi 19 et vendredi 20 septembre 2013, en Mayenne ou en Sarthe (assemblée générale durant ce temps fort). Le n° 4 portera, quant à lui, sur la démocratie participative.

Merci de noter sur vos agendas cette rencontre nationale des 19 et 20 septembre... Mais, d'ici là, nous nous serons tous retrouvés à La Réunion, les 19, 20 et 21 juin, pour le 50^e anniversaire de l'AREP !

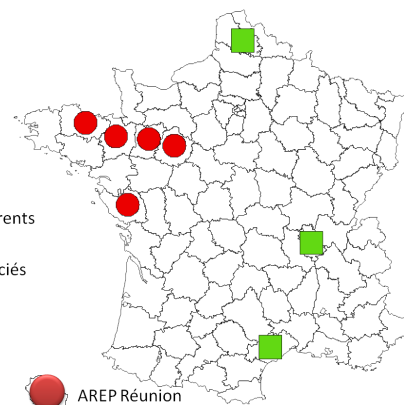
Administrateurs de Culture et Promotion

Autissier Valérie
Coulon Paul
Coursimault Christian
Durand François (délégué du Bureau)

Guioullier Claude (délégué du Bureau)
Langevin Bertrand
Mengin Jacqueline
Pogam Catherine

Roulleau Joseph
Thiéblin Odile
Villin Jean-Louis

Associations membres



Histoire

René Didier, aujourd'hui retiré au Québec, a connu la rue Guénégaud et la rue Saint-Benoît

Par l'intermédiaire de Christian Coursimault, président du Céas des Côtes d'Armor, et de Jean Gouriou, premier salarié du Céas, René Didier, 83 ans, a repris contact en 2012 avec Culture et Promotion pour livrer ses souvenirs sur le réseau, dans lequel il a travaillé de 1958 à 1967.



René Didier

René Didier vit aujourd'hui « paisiblement dans une résidence de personnes âgées dans la banlieue de Montréal, au Québec ». Il est arrivé au Canada en 1967 où il a exercé, entre autres, des fonctions d'enseignement, de recherche et de direction au sein de plusieurs universités, mais aussi des fonctions ministérielles au gouvernement du Québec (1972-1979), et une activité d'expert-consultant international (1979 à 1982).

Auparavant, en France, il arrive en 1958 au 9 de la rue Guénégaud, à Paris (6^e). Neuf personnes y travaillent pour l'Union nationale des secrétariats sociaux (UNSS), le Centre de recherches et d'études sociales (CRES) et le Secrétariat social d'Outre-mer (SSOM). Pour des raisons juridiques, le tout est chapeauté par l'Association d'étude et d'information sociales (AEIS).

René Didier est recruté comme secrétaire général adjoint de l'UNSS. Celle-ci coordonne l'action des différents Secrétariats sociaux en France (entre vingt et trente). Aux Journées nationales de novembre 1963, René Didier est nommé secrétaire général. C'est plus tard que l'UNSS devient l'UNCEAS : l'Union nationale des centres d'étude et d'action sociales. Les Secrétariats sociaux se transforment alors en « CEAS ».

Fin des années cinquante, le CRES publie une revue trimestrielle, *Les Cahiers du CRES*, et organise des sessions de formation pour les cadres du monde agricole (Jeunesse agricole catholique, Maisons familiales rurales, Centre national des jeunes agriculteurs, Fédération des syndicats d'exploitants agricoles...).

Quant au SSOM, il anime un réseau d'une quinzaine de Secrétariats sociaux dans divers pays de l'Afrique francophone subsaharienne et à Madagascar.

Culture et Promotion apparaît dans les années soixante

En novembre 1961, René Didier crée l'Institut Culture et Promotion (ICP) qui a pris en charge les sessions de formation assurées par le CRES et qui a développé ce secteur : monde paysan, syndicats ouvriers, marins-pêcheurs, femmes militantes, grands séminaristes, militants de mouvements d'Action catholique, agents de développement en Afrique, etc. En très peu de temps, il se retrouve à la tête d'une équipe de plus de vingt formateurs.

Peu à peu, « Institut » a disparu du titre et on disait simplement « Culture et Promotion », mais l'association porte toujours les activités de formation. Dans le même temps, le réseau quitte la rue Guénégaud pour la rue Saint-Benoît, l'étage d'une maison bourgeoise pour un immeuble double loué à la Congrégation des Filles de la Charité.

Très vite, une association « AEIS – Culture et Promotion » va fédérer l'UNCEAS, le SSOM, le Secrétariat social maritime, le CRES, le Service des publications qui éditait le mensuel *Dossiers pour notre temps*, ainsi que la collection « Institut Culture et Promotion » aux éditions du Centurion, les activités de formation et un important Service de documentation. Henry Théry est le délégué général et René Didier l'adjoint.

Quand il part pour le Canada en septembre 1967, il y avait à la rue Saint-Benoît près de 70 salariés. Le réseau des CEAS fonctionne toujours et il y a alors plusieurs délégations régionales de Culture et Promotion assurant de très nombreuses sessions de formation dans divers milieux de la société française...

Vie associative

Un nouvel équilibre dont il reste à consolider ensemble les fondations

Au sein de ses associations adhérentes, Culture et Promotion n'est souvent connue que par le seul directeur ou coordinateur. Les liens peuvent être encore plus distendus quand l'association adhérente n'est représentée au Conseil d'administration de Culture et Promotion ni par un administrateur ni par un salarié. Cette lettre électronique, qui ne dépassera pas les deux pages, peut facilement se transférer et pourra contribuer à faire connaître Culture et Promotion au sein des associations adhérentes.

Ce premier numéro est l'occasion de rappeler combien il serait utile que chaque association adhérente soit repré-

sentée au sein du Conseil d'administration de Culture et Promotion. Pour convaincre si besoin est, on peut assurer que l'ambiance y est conviviale, chaleureuse, et aussi studieuse.

Durant plusieurs années, les administrateurs ont dépensé beaucoup d'énergie à régler des questions administratives, matérielles, touchant à la situation financière ou à la gestion des ressources humaines. Aujourd'hui toutes les conditions sont réunies pour retrouver le sens et travailler sur le fond. L'appel est lancé...